



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

Mme Sarah VANGREVELYNGHE
Service des Marchés et Achats
01.69.08.25.07
sarah.saadat-vangrevelynghes@cea.fr

Affaire suivie techniquement par :

M. Pascal LEDUC
DSST/SPIC/GMB
01.69.08.14.84 / pascal.leduc@cea.fr

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'EXTENSION DU
BATIMENT 882 DE L'INSTN A CHERBOURG-EN-
COTENTIN (50)

LOT N°..

(A COMPLETER LE SOUMISSIONNAIRE)

Référence : Projet de marché n° B24-02380-SV

Seules les parties en rouge sont à compléter par le soumissionnaire

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société **xxxxxxx**,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

, Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 I
91191 Gif-sur-Yvette Cedex



SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	10
ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES	13
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION	14
ARTICLE 8 - REUNIONS.....	15
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS	16
ARTICLE 10 - QUALITE	17
ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER.....	17
ARTICLE 12 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	20
ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE - CONTROLES TECHNIQUES	20
ARTICLE 14 - LIVRAISON.....	21
ARTICLE 15 - RECEPTION.....	21
ARTICLE 16 - GARANTIE.....	22
ARTICLE 17 - MONTANT	24
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	25
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE.....	27
ARTICLE 20 - PENALITES	27
ARTICLE 21 - ASSURANCES	28
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	29
ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE	30
ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)	33



Marché n° 4000XXXXXX

PREAMBULE

Le présent marché entre dans le projet de la réalisation de travaux de construction de l'extension du bâtiment 882 de l'INSTN à Cherbourg-en-Cotentin (50).

Le projet se décline en 11 lots comme suit :

LOTS	DESIGNATIONS
LOT N°1	VRD - CLOTURES - ESPACES VERTS
LOT N°2	GROS OEUVRE
LOT N°3	COUVERTURE - ETANCHEITE
LOT N°4	BARDAGE - MENUISERIES ALUMINIUM
LOT N°5	MENUISERIES ACIER - SERRURERIE
LOT N°6	PLATRERIE - FAUX PLAFONDS
LOT N°7	REVETEMENTS DE SOL - PEINTURE
LOT N°08	PLOMBERIE SANITAIRE
LOT N°09	CHAUFFAGE - CLIMATISATION - VENTILATION
LOT N°10	ELECTRICITE
LOT N°11	MONTE-CHARGE

ARTICLE 1 : OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des travaux inclus dans le projet de construction de l'extension du bâtiment 882 de l'INSTN à Cherbourg-en-Cotentin (50) sous le lot n°X :

(A compléter par le soumissionnaire)

- 1.2** Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les Spécifications Techniques et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.



1.3 Unité bénéficiaire

La prestation objet du présent marché est effectuée pour le compte de l'INSTN (Institut National des Sciences et Techniques du Nucléaire) de Cherbourg-Octeville (50).

1.4 Maître d'œuvre

M. Frédéric MAUGER de la société ARCADE REALISATIONS, domiciliée 325 rue de Sauxmarais – Tourlaville - 50110 CHERBOURG-EN-COTENTIN, est le maître d'œuvre de l'ouvrage.

1.5 Contrôleur technique

M. Maxime PIN de la société BUREAU VERITAS, domiciliée Espace René Lebas - 61 rue de l'Abbaye - 50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN, est chargé d'une mission de Contrôle technique.

1.6 Coordonnateur SPS

M. Matthieu VIVAN, de la société APAVEX, domiciliée 5 rue d'Atalante - 14205 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR, est chargé d'une mission de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

1.7 Mission OPC

M. Frédéric MAUGER de la société ARCADE REALISATIONS, domiciliée 325 rue de Sauxmarais – Tourlaville - 50110 CHERBOURG-EN-COTENTIN, est chargée d'une mission d'ordonnancement - pilotage et coordination (OPC).

1.8 Coordonnateur SSI

M. Thierry GONTHIER de la société ACCESSI, domiciliée 126 Rue Beranger - 92700 COLOMBES, est chargée d'une mission de coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (SSI).

1.9 Régimes de sécurité du chantier

Le chantier de construction de l'extension se déroule dans le cadre du décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif au chantier clos et indépendant.

Des travaux d'aménagement sont à réaliser au sein du bâtiment 882 sur le site de l'INSTN, établissement de Cherbourg-en-Cotentin (50). Ces prestations se dérouleront dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).



ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX.
- le dossier de consultation du CEA référencé B24-02380-SV avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX.
 - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le Cahier des Clauses Communes référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 0 GENER ind D du 19/11/2024,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°1 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 1 VRD ind D du 19/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°1 référencée DPGF lot 1 VRD,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°2 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 2 GO ind D du 19/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°2 référencée DPGF lot 2 GO,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°3 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 3 COUV ind D du 15/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°3 référencée DPGF lot 3 COUV,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°4 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 4 BARD + MEX ind D du 15/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°4 référencée DPGF lot 4 BARD+MEX,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°5 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 5 SERR ind D du 15/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°5 référencée DPGF lot 5 SERR,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°6 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 6 PLAT ind D du 19/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°6 référencée DPGF lot 6 PLAT,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°7 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 7 SOLS PEINT ind D du 14/11/2024,
 - l'annexe financière du lot n°7 référencée DPGF lot 7 SOLS+PEINT,
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°8 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 8 PLOMB ind D du 19/11/2024,



Marché n° 4000XXXXXX

- l'annexe financière du lot n°8 référencée DPGF lot 8 PLOMB,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°9 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 9 CVC ind D du 14/11/2024,
- l'annexe financière du lot n°9 référencée DPGF lot 9 CVC,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°10 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 10 ELEC ind D du 19/11/2024,
- l'annexe financière du lot n°10 référencée DPGF lot 10 ELEC,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°11 référencé 22-095 CEA INSTN CHERBOURG - CCTP lot 11 MONTE CHARGE ind D du 20/09/2024,
- l'annexe financière du lot n°11 référencée DPGF lot 11 MONTECHARGE,
- les plans et notices du projet listées au paragraphe 0.2.4 du Cahier des Clauses Communes à tous les lots (lot n°0),
- le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
(à compléter par le soumissionnaire) et les réponses aux questions complémentaires référencées XXXX du XXX.

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative, ainsi qu'il suit :

3.1 Partie forfaitaire :

Les prestations forfaitaires se déclinent en une tranche ferme et une tranche optionnelle (pour le lot 2 exclusivement).



3.1.1 Tranche ferme

Les prestations de la partie forfaitaire portent sur la réalisation des travaux inclus dans le projet de construction de l'extension du bâtiment 882 de l'INSTN à Cherbourg-en-Cotentin (50), tel que décrit dans le CCTP du lot n°....

(À compléter par le soumissionnaire).

3.1.2 Tranche optionnelle (lot n°2 exclusivement)

La tranche optionnelle comprend l'option suivante :

- Pour la base vie, 1 bungalow dédié aux vestiaires pour femmes : éclairé et chauffé (avec armoire vestiaires en nombre suffisant pour le personnel).

L'option pourra être levée par le CEA préalablement à la réalisation moyennant un délai de prévenance de 4 semaines.

3.2 Prestations sur devis préalable

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des travaux supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques, nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liés à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Pour ces travaux, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
 - le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
 - la part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,
 - la part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque



nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.1.3 Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- que, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, il a effectué les vérifications préalables, notamment sur les indications des plans et descriptifs remis par le CEA, a relevé sur place le cas échéant, ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis. Il a correctement identifié les éventuelles contraintes ou nuisances et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

Le Titulaire ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation les prestations nécessaires au bon accomplissement du marché.

Il devra de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA (maître d'œuvre, coordonnateur SPS, coordonnateur SSI, contrôleur technique, concessionnaires de réseau, services compétents de l'agglomération, etc.) et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.



Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

5.3 Travaux en site occupé et continuité de service

Le chantier se déroulera dans les contraintes d'un site occupé et le bâtiment continuera à être exploité pendant la durée des travaux. En conséquence, le Titulaire devra veiller à assurer la continuité de service de ces installations.

5.4 Horaires d'intervention

Les horaires d'ouverture de l'INSTN sont de 8h00 à 17h30 sur le site de Cherbourg-en-Cotentin, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA. Pour l'année 2024, ces derniers sont les suivants :

- lundi 23 décembre au mardi 31 décembre.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre,
- vendredi 26 décembre,

- lundi 29 décembre au mercredi 31 décembre.

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8h30 à 17h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

5.5 Horaires d'intervention en heure non ouvrée (HNO)

Le Titulaire est informé que l'exécution des travaux pourra également avoir lieu sur des plages horaires non ouvrées soit :

- du lundi au vendredi en dehors des heures d'ouverture (de 8h00 à 17h30),
- les samedis, dimanches et jours fériés,
- les jours de fermeture du centre.

Ces jours et horaires d'intervention en HNO sont définis et mentionnés au compte-rendu de chantier et doivent obtenir l'accord préalable du CEA.

5.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire intervenant sur les sites du CEA Paris Saclay sont décrites en annexe 1 au présent marché.

5.7 Gestion du compte prorata (*hors lot n°1*)

L'entreprise qui sera Titulaire du lot n°2 – Gros Œuvre assurera la gestion du compte prorata du chantier. Le CEA n'est pas partie prenante de ce compte prorata.

5.8 Clause environnementale

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO₂ et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;

- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques. L'évacuation et le traitement des déchets conventionnels dans les filières adaptées feront l'objet d'une traçabilité systématique mise à disposition du CEA. Les déchets dangereux seront traités dans la plateforme Trackdéchets;
- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO₂ ;
- En matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse et suive les indicateurs suivants :

- bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements des engins et véhicules,
- reporting complet des déchets (volume, type, et volume orienté vers le réemploi), et traçabilité,
- part de produits écolabellisés ou faisant l'objet d'une évaluation environnementale (ex.: FDES),
- Un bilan de ces indicateurs sera à fournir par le Titulaire en fin de travaux.

5.9 Clause sociale

Afin d'assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques qui doivent comprendre les actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Le Titulaire est de plus tenu de se conformer aux dispositions prévues en terme d'hygiène et de sécurité prévues dans les documents mentionnés à l'article 2.

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.



ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES

6.1 Livrables à remettre

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

6.1.1 Avant les travaux

Le Titulaire s'engage à fournir :

- un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- un Plan Qualité Particulier (PQp) pour la réalisation du marché,
- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- l'ensemble des documents d'études d'exécution,
- un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).
- Un plan de prévention.

6.1.2 En cours de travaux

Le Titulaire s'engage à :

- mettre à jour, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux,
- tenir à jour le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC),
- soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

6.1.3 A la fin des travaux

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, en 2 exemplaires, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), comprenant, a minima, les documents suivants :

- les documents d'études,
- les documents de réalisation,
- les documents de contrôle et d'essais,
- les documents d'exploitation et de maintenance,
- Les bordereaux de suivi pour les déchets dangereux.

6.2 Validation et support des livrables

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.



Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation), seront remis en 2 exemplaires papiers et sur 2 supports sous format numérique au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 20 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme de 2 tirages sur support papier et sur 2 supports numériques.

6.3 Format des documents

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications de la charte graphique DAO référencée DRF/SAC/UST/S2P/SP/10 indD jointe au DCE. Ils seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés.

6.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

La date prévisionnelle de réception de l'ouvrage est fixée au plus tard le 30 avril 2026.

Le Titulaire réalisera les travaux conformément au planning général de réalisation des travaux établi par le maître d'œuvre sur la base des délais de réalisation par phase indiqués par le Titulaire dans son offre.

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire se conforme au délai de levée de réserves de 10 jours indiqué au planning.



ARTICLE 8 - REUNIONS

8.1 Inspection Commune Préalable (ICP)

Pour les prestations à réaliser dans le bâtiment existant et conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Le cas échéant cette réunion servira à élaborer un Plan de Prévention.

Cette réunion sera organisée 5 jours avant le début d'exécution des travaux.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants y devront participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

8.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux de l'INSTN à Cherbourg-en-Cotentin (50) au début de la période de préparation indiquée dans le planning général.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning détaillé de ses prestations dans le respect du planning général du projet joint au DCE. Ce planning, devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations et devra respecter les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

8.3 Réunions d'avancement/Réunion de chantier

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiendront des réunions hebdomadaires dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations (étude et travaux),
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des consignes sécurité,
- bilan des indicateurs et/ou des actions dans le domaine social et environnemental.

8.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

Chacune de ces réunions fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.



Marché n° 4000XXXXXX

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

CEA (maître d'ouvrage)			
M. Pascal LEDUC	Responsable Technique	01.69.08.14.84	pascal.leduc@cea.fr
Mme Sarah VANGREVELYNGHE	Responsable Commerciale	01.69.08.25.07	sarah.saadat-vangrevelynghes@cea.fr
Titulaire du présent marché			
M. XXXXXX	Responsable Technique	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Commercial	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
M. XXXXXX	Responsable Sécurité	01.XXXXXXX	xxx@xxx.fr
Maître d'œuvre			
M. Frédéric MAUGER	Directeur	02.33.20.57.93	frederik.mauger@arcade-realisations.fr
Coordonnateur SPS			
M. Matthieu VIVAN	Coordonnateur SPS	02.31.53.31.39	matthieu.vivan@apave.com
Contrôleur technique			
M. Maxime PIN	Ingénieur Chargé d'Affaires	02.47.71.65.51	maxime.pin@bureauveritas.com
OPC			
M. Frédéric MAUGER	Directeur	02.33.20.57.93	frederik.mauger@arcade-realisations.fr
Coordonnateur SSI			
M. Thierry GONTHIER	Coordinateur SSI	06.62.09.07.90	tgonthier@accessi.fr

(A compléter par le soumissionnaire).



Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 10 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001. Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER

11.1 Principes généraux

11.1.1 Généralités

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les Arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations effectuées par le Titulaire. Ils font l'objet d'un Procès-Verbal de notification contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

Tout Arrêt de chantier entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.



11.1.2 Nature de l'arrêt de chantier

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Un arrêt de chantier programmé est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 15 jours calendaires.

Un arrêt de chantier inopiné est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance strictement inférieur à 5 jours calendaires.

11.1.3 Exclusions

Sont exclues du champ d'application du présent article :

- toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire et trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du marché et de l'ensemble de ses documents applicables.
- les jours de fermeture du CEA mentionnés à l'article « horaires d'intervention » et les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques et/ou dans le planning de réalisation des prestations accepté par le Titulaire.

11.2 Indemnisation des Arrêts de chantier

11.2.1 Périmètre

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel.

A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié par le CEA dans la notification de l'Arrêt de chantier ou au cours de l'arrêt de chantier.

Tout arrêt de chantier ouvre droit à une demande d'indemnité par le Titulaire qui fera apparaître selon les modalités fixées dans le tableau suivant :

- les frais de main-d'œuvre,
- les éventuels frais d'immobilisation du matériel loué et présent sur site pour la réalisation des travaux,
- les frais relatifs à la démobilisation et la remobilisation en cas de repli demandé par le CEA.

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier par courrier simple.

11.2.2 Modalités d'indemnisation et de reprise

Les modalités de prise en charge des frais liés aux Arrêts de chantier sont spécifiées dans le tableau ci-dessous :

		Arrêt de chantier Programmé	Arrêt de chantier Inopiné
Frais de main d'œuvre		Non indemnisable	<p>Indemnisation jusqu'à 3 jours maximum selon la durée de l'arrêt.</p> <p>En fonction des personnels identifiés sur le chantier le jour de l'arrêt.</p> <p>Calcul selon les taux par qualification définis à l'article montant du marché et/ou sur présentation de justificatifs.</p>
Location de matériel présent sur le chantier et loué par le Titulaire		Sur présentation des factures de location pour la durée d'arrêt et selon le relevé contradictoire des matériels	
Démobilisation / remobilisation		Sur présentation de justificatifs	
Reprise des travaux	Arrêt de chantier sans repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour un arrêt inférieur ou égal à 7 jours calendaires = au plus tard 5 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux, - Pour un arrêt strictement supérieur à 7 jours calendaires = au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux, <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>	
	Arrêt de de chantier avec repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution du chantier au plus tard 14 jours calendaires après notification par le CEA de la fin de l'Arrêt de chantier.</p> <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixés à l'article « Pénalités ».</p>	



ARTICLE 12 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

La mission particulière de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier sera assurée conformément à la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application, notamment le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994. Elle sera assurée par un organisme indépendant du Titulaire.

Les dispositions relevant de cette mission seront définies par le coordonnateur dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de Santé, qui régira de plein droit les travaux du marché.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris, en accord avec le CEA, toutes dispositions nécessaires au respect des textes précités, tant au niveau de la phase conception qu'à celui de la réalisation.

Le Titulaire agira en concertation avec le coordonnateur. En particulier, il lui donnera accès à toutes les réunions qu'il organisera et lui enverra, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission de coordination, toutes les études qu'il aura réalisées. Il agira également en concertation avec le coordonnateur pour arrêter les mesures d'organisation générale du chantier.

Le Titulaire tiendra compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la phase études que de la réalisation de l'ouvrage.

ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE - CONTROLES TECHNIQUES

13.1 Essais sur site

Les essais des installations et/ou des matériels mis en œuvre sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

13.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA confiera, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique, que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.



En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

ARTICLE 14 - LIVRAISON

Les approvisionnements et fournitures doivent être livrés sur le lieu des travaux, après accord préalable du CEA.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'au lieu de livraison, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété qui aura lieu à la réception du présent marché.

ARTICLE 15 - RECEPTION

15.1 Mise à disposition partielle

Dans le cadre du présent marché et pour les prestations à réaliser dans le bâtiment existant, le CEA prescrira au fur et à mesure de l'avancement du chantier, la mise à disposition partielle de zone, locaux ou partie du bâtiment.

Chaque mise à disposition fera l'objet d'un état des lieux, établi avant et à l'issue de la mise à disposition, signé contradictoirement par le Titulaire et le CEA, conformément aux dispositions prévues à l'article 34.1 des CGA. Cet état des lieux ne vaut pas réception.

15.2 Réception

La réception unique de l'ouvrage sera prononcée à la fin des travaux de tous les lots, dans les conditions prévues aux articles 30 et 34 des CGA. Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux de tous les lots,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,
- absence d'avis défavorable sur le rapport final de l'organisme agréé ou absence de réserve sur les contrôles de conformité,
- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Dossier des Ouvrages Exécutés, plans de recollement, DIUO), et établis en conformité avec la charte graphique DAO précitée à l'article « format des documents ».

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.2 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

15.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 16 - GARANTIE

16.1 Garantie concernant les études

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.

16.2 Garantie concernant les travaux

16.2.1 *Garantie de parfait achèvement (cf article 34.3 des CGA)*

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

16.2.2 *Garanties biennale et décennale*

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

16.3 **Garantie concernant les équipements**

16.3.1 *Périmètre de la garantie*

Les équipements fournis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de deux (2) ans à compter de la réception. Cette garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections. La garantie comprend la réparation et ou le remplacement du matériel, la main d'œuvre, et le déplacement du Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications aux équipements pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée des équipements seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble des équipements sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels les équipements n'auront pas pu être utilisés ou utilisés de manière incomplète par le CEA.

16.3.2 *Délais d'intervention pendant la garantie*

Pendant la période de garantie des équipements, le Titulaire s'engage à fournir une assistance téléphonique sous 24 heures suivant l'appel ou le courriel du CEA et à intervenir sur site dans un délai de 2 jours ouvrés, ramené à 1 jour ouvré en cas d'anomalie bloquante (c'est-à-dire toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'équipement concerné) du lundi au vendredi pendant les horaires de travail du personnel CEA



Marché n° 4000XXXXXX

De plus, le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de 5 jours ouvrés à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site.

ARTICLE 17 - MONTANT

NB: Tous les montants, % et prix unitaires seront complétés dans le marché final sur la base de l'offre financière du Titulaire retenu remise dans l'annexe financière/DPGF jointe au DCE. Tous les montants totaux et ceux ayant servi à leur calcul seront arrondis à l'Euro inférieur dans le marché final

17.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.

La décomposition de ce montant est la suivante.

17.2 Montant de la partie forfaitaire

17.2.1 Tranche ferme

Le montant des prestations forfaitaires (ou tranche ferme pour le lot n°2) est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

17.2.2 Option (lot n°2 exclusivement)

Le montant de l'option est fixé à la somme forfaitaire de de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES)

17.3 Partie estimative sur devis préalables

Le montant total des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des tarifs suivants :



Marché n° 4000XXXXXX

MAIN D'ŒUVRE	ETUDE		TRAVAUX	
	Désignation qualification	Taux horaire € HT	Désignation qualification	Taux horaire € HT
Taux N° 1	XXXXXXXX	XXX € HT	XXXXXXXX	XXX € HT
Taux N°2	XXXXXXXX	XXX € HT	XXXXXXXX	XXX € HT
Taux N°3	XXXXXXXX	XXX € HT	XXXXXXXX	XXX € HT
Taux N° 4	XXXXXXXX	XXX € HT	XXXXXXXX	XXX € HT
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des fournitures et équipements	XX %			
coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des sous-traitances	XX %			

(A compléter par le soumissionnaire).

17.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants et prix visés aux articles ci-dessus ont un caractère ferme.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

18.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

18.1.1 Tranche ferme

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé à terme échu conformément à l'échéancier suivant.

- 15% du montant HT du marché et les taxes correspondantes à la constatation de l'avancement des prestations d'études, jugé satisfaisant par le CEA, constaté par procès-verbal signé par les Parties,
- 70 % du montant HT du marché et les taxes correspondantes sur factures mensuelles, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
- 5% du montant HT du marché et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE),
- 10 % du montant HT du marché et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception et après présentation du projet de décompte final.



Marché n° 4000XXXXXX

18.1.2 Option (lot n°2 exclusivement, en cas de levée)

- 100 % du montant HT de l'option et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception et après présentation du projet de décompte final.

18.2 Prestations sur devis préalable

Chaque FDMDP sera facturée, toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs FDMDP sur une seule facture.

Les éventuelles FDMDP en moins-values viendront s'imputer en déduction.

18.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :



18.4 Régime Fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

18.5 Conditions de paiement

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 20 - PENALITES

20.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, option affermie (lot n°2) et devis préalable engagés).

20.2 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.



20.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

20.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

20.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

20.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.

20.7 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Délais d'intervention pendant la garantie, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

20.8 Pénalités pour non-respect des exigences environnementales et sociales

Si le Titulaire ne respecte les exigences de la clause environnementale ou de la clause sociale, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

ARTICLE 21 - ASSURANCES

Les assurances sont régies par le chapitre 12 et l'annexe 1 des CGA.



Marché n° 4000XXXXXX

Le Titulaire est informé du fait que le CEA va souscrire une police Tous Risques Chantier (TRC) pour le compte commun de tous les participants à la construction dans les conditions de l'annexe 1 des CGA.

En outre, le CEA souscrira pour son propre compte une police d'assurance Dommages Ouvrage (DO), assortie d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), pour le compte commun de tous les participants à la construction.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :



ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord du CEA.

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site de l'INSTN Cherbourg-en-Cotentin (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

Accès au site de l'INSTN Cherbourg-en-Cotentin

2.1 *Demande d'accès*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès au moins 48h avant l'intervention.

2.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet la liste des employés chargés de l'exécution des prestations.

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.



En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au CEA, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

2.3 Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

3. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

4. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée avant l'ouverture du chantier d'aménagement des locaux existants dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

5. Suivi médical

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.



Marché n° 4000XXXXXX

ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : Fournisseur :

Objet du marché :

Imputation de la FDMDP : ☐ Montant plafond des prestations sur devis préalable du marché mentionné au marché☐ Avenant à réaliser☐ A définir ultérieurement

Référence du devis :

Nature de la modification : ☐ ETUDES ☐ TRAVAUXOrigine de la modification : FAITS IMPREVISIBLES : ☐MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA) : ☐AUTRES MOTIFS : ☐

DETAIL DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION¹ :

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

TOTAL FORFAITAIRE :

.....

APPROBATION DE LA FDMDP (cette fiche n'est validée que si elle est signée des parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

¹ Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les prérequis du marché pour les prestations sur devis préalable et tous les justificatifs.